

TAUX DE L'ABONNEMENT

Pour un an... \$ 3.00
Pour six mois... 1.50
L'abonnement à l'avenir sera payable à l'expiration du premier semestre.

Jours de publication : LUNDI, MERCREDI ET VENDREDI.

JOURNAL DE LEVIS

Politique, Commercial et Littéraire

TAUX DES ANNONCES
Les annonces de la ligne et pas plus de
Pour chaque ligne au-dessus de dix...

R. C. TANGUAY, Rédacteur.

PUBLIÉ DANS LES INTÉRÊTS DE LA VILLE DE LEVIS ET DES CAMPAGNES DU SUD.

O. BEVIN, Éditeur Propriétaire.

L'Angleterre paraît vouloir aussi s'en occuper; elle fait d'actives démarches pour décider le Souverain Pontife à se rendre à Malte. Dans quel but ? La réponse est facile: le désir de faire pièce à la France.

A ce sujet nos lecteurs remarqueront beaucoup l'article suivant du Monde :

Ceux qui poussent les habitants de Rome à l'insurrection n'ont sans doute pas réfléchi aux conséquences du départ du Pontife. Le Pape de moins, c'est la déchéance morale et matérielle de la ville. Qu'importe, nous répond-on, il faut sacrifier Rome à l'unité italienne. Qu'on ne nous parle donc plus du bonheur et de la liberté que la domination de Victor-Emmanuel assurera aux Romains. Venise votera sous la pression piémontaise, son sort est décidé d'avance. Il est officiellement déclaré que le suffrage populaire n'est qu'une pure formalité. Ce qui est vrai de Venise est encore plus vrai de Rome. Les révolutionnaires se flattent toujours que Pie IX s'arrangera avec Victor-Emmanuel. Et eux-mêmes rendent l'arrangement impossible. Comment s'arranger avec des gens qui ne tiennent pas leur parole ? Le traité de Villafranca est là. Un nouveau traité n'aurait pas plus de chance d'être exécuté. Mais ce traité, sur quoi porterait-il ? Les Etats de l'Eglise ne sont reconnus par aucune puissance; quand nous n'y serons plus, ils seront au plus fort occupant. Par la force des choses, Rome occupée n'offre plus qu'un asile incertain et précaire au Vicar de Jésus-Christ. N'est-il que le Vatican, il pourrait être exproprié pour cause d'utilité publique. Quoi qu'il arrive, le Pape ne quittera pas Rome volontairement, car sa volonté est d'y rester. Rome est la capitale de l'Eglise. Jamais les Papes ne l'ont abandonnée; ils en ont subi vingt fois expulsés; ils ont subi les soixante-dix ans de la captivité d'Avignon. Ces temps de malheurs ont cruellement pesé sur l'Eglise. Et cependant le contrat d'Avignon appartenait aux Papes; ils étaient chez eux. L'influence du roi de France ne les empêchait pas de jouir d'une liberté que consacraient les usages de notre révolution. Charge d'entraîner l'exercice de la dignité pontificale, étouffer la voix du Pasteur Suprême, arrêter les communications du monde catholique avec son Chef, ce serait réellement arracher le Pape à la Ville-Sainte. Pie IX jugera ce qui est le plus utile à l'Eglise. Et s'il prévoit la captivité, il est de son devoir d'éviter ce grand danger, non pour lui-même, mais dans l'intérêt de l'Eglise. N'est-il pas naturel alors qu'il jette les yeux sur Malte, si le gouvernement anglais lui offre cet asile ? Cette mesure de précaution ne blesse personne. Elle ne blessait les révolutionnaires italiens que dans le cas où ils voudraient renvoyer Pie IX prisonnier; et par cela même la mesure serait d'une urgence nécessaire.

Pourquoi aller à Malte et placer sous la domination anglaise ? Malte est une île italienne, elle est près de l'Italie; elle mettra Pie IX à même de communiquer facilement avec toutes les parties de la catholicité. Il lui sera aisé de suivre de là des négociations avec Victor-Emmanuel, quand ce dernier voudra se réconcilier avec l'Eglise. La centralisation administrative n'existant pas en Angleterre, le séjour momentané du Pape à Malte ne troublera pas les pos-

sessions britanniques et n'imposera aucune responsabilité au gouvernement de la Rome. Pie IX y serait plus libre qu'à Paris, car la domination anglaise n'étant pas fondée sur les principes du catholicisme et une espèce de suzeraineté, il ne s'agit pas seulement de bloquer le Pape dans la ville de Rome; il se résignerait encore à cette situation douloureuse. La Révolution le confinerait dans son palais, si elle est victorieuse à Rome. Que pourrait Victor-Emmanuel lui-même ? La Révolution italienne est aussi une révolution religieuse; elle prétend réformer l'Eglise. La révolution française n'a-t-elle pas tenté, elle aussi, de réformer l'Eglise ? N'a-t-elle pas opéré un schisme effroyable ? Elle ne voulait pas chasser Louis XVI. A peine eut-elle déposé qu'elle mettait la main sur le Roi. Il était à Versailles, dans le palais de la royauté; la Révolution sut l'y saisir pour le ramener à Paris, au centre du jacobinisme. Une fois à Paris, en octobre 1793, le choix de ses ministres lui fut dicté par l'Assemblée constituante. Et il échangea la prison des Tuileries pour la prison du Temple, quand l'heure de sa mort fut venue. Nous ne dirons pas que la Révolution italienne poussera jusqu'à ce tragique. Les temps sont plus doux, nous le savons. L'but de la Révolution a-t-il changé ? Non, assurément; et, en effet, elle se montre en Italie sous la forme du schisme et de l'hérésie ! Que n'a-t-on pas à craindre de l'astuce et de l'hypocrisie italienne ? C'est par là seulement que les révolutionnaires italiens l'emportent sur les révolutionnaires français. On demande que Pie IX transige, et il n'y a pas même de base pour une transaction ! Les Piémontais, les mazzinistes se trouveront un jour dans Rome par surprise, et le tour sera fait. Telle est la perspective. La Révolution, quoique ayant à Florence une capitale suffisante et confortable, exige Rome. Ce n'est pas Rome qu'elle veut; elle veut mettre la main sur le Pontife, frappé l'Eglise à la tête. Quel mécontentement, quelle perturbation dans les divers Etats de l'Europe, si Pie IX tombait en captivité à Rome ! Tous les souverains applaudiraient à la pensée du gouvernement anglais, elle les tire d'un grand embarras, car ils ne sont plus en mesure d'intervenir en Italie. Et sur le roc hospitalier de Malte, Pie IX pourrait attendre la fin de la tourmente.

sement vis-à-vis des éventualités de l'avenir. Nous avons été étonnés, nous n'avons pas à nous le dissimuler, par la force militaire de la Prusse. Cette force militaire prouve naissance dans la constitution même de l'Allemagne. Les Prusses, puissances jeune et ambitieuses, était organisée non seulement pour défendre son territoire morcelé, mais encore pour l'agrandir. Elle exigeait de ses enfants la plus grande somme de sacrifices.

On lit dans le Morgenpost de Vienne :

On nous assure de bonne part que l'entente la plus complète règne entre la Russie et la Prusse au sujet de la question d'Orient. Cette entente, si vraiment elle existait, ne peut être basée que sur la promesse faite par la Prusse au gouvernement de St. Pétersbourg, de s'accorder en Orient les plans de son dernier, moyennant que la Russie laisserait à la Prusse une liberté complète d'action en Allemagne et dans l'Europe centrale. La Prusse n'a en réalité eu d'autre intérêt que de se compromettre par un agrandissement de la Russie dans cette direction, et celui-ci doit s'attendre à devoir payer cherement l'accomplissement de ses anciennes idées politiques à l'égard de la Turquie. On a raison d'ailleurs qu'une pareille entente est établie entre les cours de Berlin et de St. Pétersbourg, et, considérée sous ce point de vue, la nomination du marquis de Moustier comme ministre des affaires étrangères acquiert une importance toute particulière. La question d'Orient peut éclater, et Napoléon a choisi un ministre qui connaît bien les choses et qui, jusqu'à ce jour, a combattu avec énergie et bonheur la politique de la Russie.

On écrit de Berlin :

Berlin, 12 septembre. On constate ici que le gouvernement français fait de forts achats de chevaux à l'étranger, et on conclut de là à des armements de sa part. Ou va même plus loin; on prétend connaître le but de ces armements, qui ne serait autre que le règlement de la question d'Orient avec le concours de la Prusse et de l'Autriche. Loin de diminuer sensiblement leurs armées, ces deux puissances s'occupent activement de les réorganiser, en mettant à profit l'expérience de la dernière guerre. L'installation du prince de Hohenzollern à Bucharest se rapporterait à ce projet, qui pourrait bien n'être pas du goût de la Russie. Quelques personnes disent que si la France renonce à ses projets d'agrandissement sur le Rhin, elle ne le ferait que pour trouver ailleurs une compensation, une satisfaction à son amour-propre national. Au lieu d'un agrandissement très sautréux sur le Rhin, elle aurait un allié naturel et dévoué dans la Pologne rétablie.

On écrit de Paris :

Paris, 11 septembre 1866. La nouvelle du jour serait l'envoi très prochain d'une circulaire diplomatique du cabinet de St. Pétersbourg à ses agents auprès des cours étrangères européennes. Cette circulaire chercherait à soulever de nouveau la question d'Orient. En dehors des événements qui se passent à Candie et dont je vous ai entretenu, j'ajoute qu'une insurrection des montagnards du Karabagh et du Daghestan vient d'éclater dans la Caucase et que les tribus rebelles sont concentrées au sud de Derbend. La Russie réunit d'un côté ses forces dans la partie est de l'empire, et de l'autre dans la province de Kharbow, où elles pourront se diriger avec facilité vers la Galicie que vers la Crimée. Nous apprenons également que des agents russes se pressent à Serbie, où un mouvement se prépare contre la Porte. Les consuls autrichiens à Belgrade et à Bucharest ont dû être appelés à Vienne pour fournir des renseignements à ce sujet. En dehors de ces manœuvres diplomatiques, la Russie, frappée comme toutes les puissances européennes des résultats des dernières guerres, élabore à l'intérieur divers projets qui auraient pour but de modifier sa situation militaire et qui lui permettraient de porter son armée à un chiffre plus élevé. Comme vous le voyez, cette grande question de l'organisation et du recrutement des armées est à l'ordre du jour.

En Suède, en Danemark, en Angleterre même les hommes d'Etat en sont fortement préoccupés, et je ne saurais trop revenir sur l'importance qu'il y avait pour la France à se mettre en

voies en matière d'annexion et de petits Etats réunis par la persuasion des balonnettes pour former de grandes concentrations soi-disant nationales.

On lit dans le Morgenpost de Vienne :

On nous assure de bonne part que l'entente la plus complète règne entre la Russie et la Prusse au sujet de la question d'Orient. Cette entente, si vraiment elle existait, ne peut être basée que sur la promesse faite par la Prusse au gouvernement de St. Pétersbourg, de s'accorder en Orient les plans de son dernier, moyennant que la Russie laisserait à la Prusse une liberté complète d'action en Allemagne et dans l'Europe centrale. La Prusse n'a en réalité eu d'autre intérêt que de se compromettre par un agrandissement de la Russie dans cette direction, et celui-ci doit s'attendre à devoir payer cherement l'accomplissement de ses anciennes idées politiques à l'égard de la Turquie. On a raison d'ailleurs qu'une pareille entente est établie entre les cours de Berlin et de St. Pétersbourg, et, considérée sous ce point de vue, la nomination du marquis de Moustier comme ministre des affaires étrangères acquiert une importance toute particulière. La question d'Orient peut éclater, et Napoléon a choisi un ministre qui connaît bien les choses et qui, jusqu'à ce jour, a combattu avec énergie et bonheur la politique de la Russie.

On écrit de Berlin :

Berlin, 12 septembre. On constate ici que le gouvernement français fait de forts achats de chevaux à l'étranger, et on conclut de là à des armements de sa part. Ou va même plus loin; on prétend connaître le but de ces armements, qui ne serait autre que le règlement de la question d'Orient avec le concours de la Prusse et de l'Autriche. Loin de diminuer sensiblement leurs armées, ces deux puissances s'occupent activement de les réorganiser, en mettant à profit l'expérience de la dernière guerre. L'installation du prince de Hohenzollern à Bucharest se rapporterait à ce projet, qui pourrait bien n'être pas du goût de la Russie. Quelques personnes disent que si la France renonce à ses projets d'agrandissement sur le Rhin, elle ne le ferait que pour trouver ailleurs une compensation, une satisfaction à son amour-propre national. Au lieu d'un agrandissement très sautréux sur le Rhin, elle aurait un allié naturel et dévoué dans la Pologne rétablie.

On écrit de Paris :

Paris, 11 septembre 1866. La nouvelle du jour serait l'envoi très prochain d'une circulaire diplomatique du cabinet de St. Pétersbourg à ses agents auprès des cours étrangères européennes. Cette circulaire chercherait à soulever de nouveau la question d'Orient. En dehors des événements qui se passent à Candie et dont je vous ai entretenu, j'ajoute qu'une insurrection des montagnards du Karabagh et du Daghestan vient d'éclater dans la Caucase et que les tribus rebelles sont concentrées au sud de Derbend. La Russie réunit d'un côté ses forces dans la partie est de l'empire, et de l'autre dans la province de Kharbow, où elles pourront se diriger avec facilité vers la Galicie que vers la Crimée. Nous apprenons également que des agents russes se pressent à Serbie, où un mouvement se prépare contre la Porte. Les consuls autrichiens à Belgrade et à Bucharest ont dû être appelés à Vienne pour fournir des renseignements à ce sujet. En dehors de ces manœuvres diplomatiques, la Russie, frappée comme toutes les puissances européennes des résultats des dernières guerres, élabore à l'intérieur divers projets qui auraient pour but de modifier sa situation militaire et qui lui permettraient de porter son armée à un chiffre plus élevé. Comme vous le voyez, cette grande question de l'organisation et du recrutement des armées est à l'ordre du jour.

En Suède, en Danemark, en Angleterre même les hommes d'Etat en sont fortement préoccupés, et je ne saurais trop revenir sur l'importance qu'il y avait pour la France à se mettre en

voies en matière d'annexion et de petits Etats réunis par la persuasion des balonnettes pour former de grandes concentrations soi-disant nationales.

On lit dans le Morgenpost de Vienne :

On nous assure de bonne part que l'entente la plus complète règne entre la Russie et la Prusse au sujet de la question d'Orient. Cette entente, si vraiment elle existait, ne peut être basée que sur la promesse faite par la Prusse au gouvernement de St. Pétersbourg, de s'accorder en Orient les plans de son dernier, moyennant que la Russie laisserait à la Prusse une liberté complète d'action en Allemagne et dans l'Europe centrale. La Prusse n'a en réalité eu d'autre intérêt que de se compromettre par un agrandissement de la Russie dans cette direction, et celui-ci doit s'attendre à devoir payer cherement l'accomplissement de ses anciennes idées politiques à l'égard de la Turquie. On a raison d'ailleurs qu'une pareille entente est établie entre les cours de Berlin et de St. Pétersbourg, et, considérée sous ce point de vue, la nomination du marquis de Moustier comme ministre des affaires étrangères acquiert une importance toute particulière. La question d'Orient peut éclater, et Napoléon a choisi un ministre qui connaît bien les choses et qui, jusqu'à ce jour, a combattu avec énergie et bonheur la politique de la Russie.

On écrit de Berlin :

Berlin, 12 septembre. On constate ici que le gouvernement français fait de forts achats de chevaux à l'étranger, et on conclut de là à des armements de sa part. Ou va même plus loin; on prétend connaître le but de ces armements, qui ne serait autre que le règlement de la question d'Orient avec le concours de la Prusse et de l'Autriche. Loin de diminuer sensiblement leurs armées, ces deux puissances s'occupent activement de les réorganiser, en mettant à profit l'expérience de la dernière guerre. L'installation du prince de Hohenzollern à Bucharest se rapporterait à ce projet, qui pourrait bien n'être pas du goût de la Russie. Quelques personnes disent que si la France renonce à ses projets d'agrandissement sur le Rhin, elle ne le ferait que pour trouver ailleurs une compensation, une satisfaction à son amour-propre national. Au lieu d'un agrandissement très sautréux sur le Rhin, elle aurait un allié naturel et dévoué dans la Pologne rétablie.

On écrit de Paris :

Paris, 11 septembre 1866. La nouvelle du jour serait l'envoi très prochain d'une circulaire diplomatique du cabinet de St. Pétersbourg à ses agents auprès des cours étrangères européennes. Cette circulaire chercherait à soulever de nouveau la question d'Orient. En dehors des événements qui se passent à Candie et dont je vous ai entretenu, j'ajoute qu'une insurrection des montagnards du Karabagh et du Daghestan vient d'éclater dans la Caucase et que les tribus rebelles sont concentrées au sud de Derbend. La Russie réunit d'un côté ses forces dans la partie est de l'empire, et de l'autre dans la province de Kharbow, où elles pourront se diriger avec facilité vers la Galicie que vers la Crimée. Nous apprenons également que des agents russes se pressent à Serbie, où un mouvement se prépare contre la Porte. Les consuls autrichiens à Belgrade et à Bucharest ont dû être appelés à Vienne pour fournir des renseignements à ce sujet. En dehors de ces manœuvres diplomatiques, la Russie, frappée comme toutes les puissances européennes des résultats des dernières guerres, élabore à l'intérieur divers projets qui auraient pour but de modifier sa situation militaire et qui lui permettraient de porter son armée à un chiffre plus élevé. Comme vous le voyez, cette grande question de l'organisation et du recrutement des armées est à l'ordre du jour.

En Suède, en Danemark, en Angleterre même les hommes d'Etat en sont fortement préoccupés, et je ne saurais trop revenir sur l'importance qu'il y avait pour la France à se mettre en

voies en matière d'annexion et de petits Etats réunis par la persuasion des balonnettes pour former de grandes concentrations soi-disant nationales.

On lit dans le Morgenpost de Vienne :

On nous assure de bonne part que l'entente la plus complète règne entre la Russie et la Prusse au sujet de la question d'Orient. Cette entente, si vraiment elle existait, ne peut être basée que sur la promesse faite par la Prusse au gouvernement de St. Pétersbourg, de s'accorder en Orient les plans de son dernier, moyennant que la Russie laisserait à la Prusse une liberté complète d'action en Allemagne et dans l'Europe centrale. La Prusse n'a en réalité eu d'autre intérêt que de se compromettre par un agrandissement de la Russie dans cette direction, et celui-ci doit s'attendre à devoir payer cherement l'accomplissement de ses anciennes idées politiques à l'égard de la Turquie. On a raison d'ailleurs qu'une pareille entente est établie entre les cours de Berlin et de St. Pétersbourg, et, considérée sous ce point de vue, la nomination du marquis de Moustier comme ministre des affaires étrangères acquiert une importance toute particulière. La question d'Orient peut éclater, et Napoléon a choisi un ministre qui connaît bien les choses et qui, jusqu'à ce jour, a combattu avec énergie et bonheur la politique de la Russie.

On écrit de Berlin :

Berlin, 12 septembre. On constate ici que le gouvernement français fait de forts achats de chevaux à l'étranger, et on conclut de là à des armements de sa part. Ou va même plus loin; on prétend connaître le but de ces armements, qui ne serait autre que le règlement de la question d'Orient avec le concours de la Prusse et de l'Autriche. Loin de diminuer sensiblement leurs armées, ces deux puissances s'occupent activement de les réorganiser, en mettant à profit l'expérience de la dernière guerre. L'installation du prince de Hohenzollern à Bucharest se rapporterait à ce projet, qui pourrait bien n'être pas du goût de la Russie. Quelques personnes disent que si la France renonce à ses projets d'agrandissement sur le Rhin, elle ne le ferait que pour trouver ailleurs une compensation, une satisfaction à son amour-propre national. Au lieu d'un agrandissement très sautréux sur le Rhin, elle aurait un allié naturel et dévoué dans la Pologne rétablie.

On écrit de Paris :

Paris, 11 septembre 1866. La nouvelle du jour serait l'envoi très prochain d'une circulaire diplomatique du cabinet de St. Pétersbourg à ses agents auprès des cours étrangères européennes. Cette circulaire chercherait à soulever de nouveau la question d'Orient. En dehors des événements qui se passent à Candie et dont je vous ai entretenu, j'ajoute qu'une insurrection des montagnards du Karabagh et du Daghestan vient d'éclater dans la Caucase et que les tribus rebelles sont concentrées au sud de Derbend. La Russie réunit d'un côté ses forces dans la partie est de l'empire, et de l'autre dans la province de Kharbow, où elles pourront se diriger avec facilité vers la Galicie que vers la Crimée. Nous apprenons également que des agents russes se pressent à Serbie, où un mouvement se prépare contre la Porte. Les consuls autrichiens à Belgrade et à Bucharest ont dû être appelés à Vienne pour fournir des renseignements à ce sujet. En dehors de ces manœuvres diplomatiques, la Russie, frappée comme toutes les puissances européennes des résultats des dernières guerres, élabore à l'intérieur divers projets qui auraient pour but de modifier sa situation militaire et qui lui permettraient de porter son armée à un chiffre plus élevé. Comme vous le voyez, cette grande question de l'organisation et du recrutement des armées est à l'ordre du jour.

En Suède, en Danemark, en Angleterre même les hommes d'Etat en sont fortement préoccupés, et je ne saurais trop revenir sur l'importance qu'il y avait pour la France à se mettre en

Feuilleton du Journal de Levis.

DU 5 OCTOBRE 1866.

L'ASSASSINAT DU PONT-ROUGE.

VIII

SINGULIÈRES PRÉOCCUPATIONS DE ROSALIE.

(Suite.)

« Croyez-vous, cher Max, dit-elle d'une voix altérée, qu'il y ait un Dieu ? »

Destroy l'examina avec étonnement.

« Oui, fit-il, je le crois. »

« Et après la mort, pensez-vous qu'il y ait quelque chose ? »

« L'étonnement de Max devenait de la stupeur. »

« Je ne saurais concevoir, dit-il, comment périrait l'âme d'un corps qui ne doit subir qu'une transformation. »

« Ainsi, il se pourrait qu'il y eût des châtiments ? »

« La question était embarrassante; en trois mots, Rosalie en disait plus qu'il n'en faut pour déconcerter mille sages personnes qui ne sont point pénétrées de la science péremptoire des théologiens. Destroy balança à répondre. De l'air d'un homme que la crainte des sarcasmes intimidait : « Je crois, dit-il enfin, qu'il est des lois morales comme il en est de physiques; et, de même que, si ces dernières étaient troublées, il en résulterait infailliblement un désastre, je suis convaincu qu'on ne peut enfreindre les autres sans qu'il s'ensuive, dans le monde de l'esprit, un malaise qui, pour cesser, exige une expiation. »

« Mais enfin cette expiation est-elle inviduelle ? dit Rosalie de plus en plus inquiète. »

« En même temps qu'elle est inviduelle, répartit Max, tous les hommes en souffrent à un degré quelconque. Rivés à la même pla-

nette, englobés dans la même atmosphère, quoi que nous fassions, notre solidarité en toutes choses est permanente et fatale, dans les joies comme dans les douleurs, dans les bonnes actions comme dans les mauvaises. »

« Tout cela ne me dit pas ce que je voudrais savoir, fit Rosalie avec une sorte d'impatience. Moi, par exemple, en supposant que j'aie commis de grandes fautes, souffrirai-je après ma mort ? »

« Est-il donc si ridicule de penser, répliqua Destroy, qu'un cas où la somme de vos douleurs ne sera pas adéquate à celle de vos péchés, vous rajeunirez dans la mort pour continuer l'expiation ? »

« Qu'importe ! dit précipitamment Rosalie, si je perds le souvenir de ma vie antérieure. »

« En souffrirez-vous moins pour ignorer la raison de votre supplice ? dit Max. Au reste, reprit-il, dans l'existence qui embrasse ses crimes, il est au moins douteux que l'homme ne subisse pas en partie son châtiement. Admettez seulement qu'il ait une famille, la seule pensée de trans-

mettre à ses enfants un héritage de malheur n'est-elle pas suffisamment effroyable ? »

« Hélas ! hélas ! » fit Rosalie qui se cacha la tête dans ses mains et éclata en sanglots. »

Destroy, bien que tout cela lui parût singulièrement étrange, ne voulut voir dans cette explosion de chagrin que l'effet de scrupules outrés. »

Peu après, Clément revint de son bureau. Accoutumé de longue date à voir les sombres tristesses de sa femme, il ne prit pas même garde à la trace de ses larmes récentes. Au surplus, il était préoccupé. D'un ton sarcastique et en termes injurieux, il déclara qu'il communiât le lendemain et conseilla à sa femme, puisque aussi bien sa faiblesse la dispensait de cette ignoble comédie, de se confesser au moins plus souvent qu'elle ne faisait. Rosalie, pour la première fois peut-être, ne cacha point son affliction de l'entendre parler avec cette irrévérence. »

« Quoi ? qu'est-ce ? fit Clément avec une colère hautaine. Les lieux

communs de l'abbé n'auraient-ils fait impression sur toi ? N'oublie pas, ajouta-t-il avec énergie effrayante, que je ne veux même pas de l'ombre d'un tiers ou d'une pensée entre nous deux ! Plutôt que d'être à la merci d'un prêtre, je préférerais subir le dernier supplice ! »

Max penchait la tête d'un air soucieux. »

« Serais-tu jaloux d'un vieillard ? » demanda Rosalie en s'efforçant de sourire. »

Loin de protester contre cette façon d'interpréter sa colère, Clément se calma tout à coup et changea brusquement de conversation. »

Il était rare qu'un jour s'écoulât sans être marqué par quelque incident nouveau. Ainsi, dans la même semaine, Destroy se trouvant auprès de Mme Thillard, légèrement indisposée :

« Il paraît, lui dit celle-ci, que votre M. Clément a été jadis commis dans notre maison ? »

« Comment l'avez-vous appris ? demanda Max curieusement. »

« Par Frédéric. »

mettre à ses enfants un héritage de malheur n'est-elle pas suffisamment effroyable ? »

« Hélas ! hélas ! » fit Rosalie qui se cacha la tête dans ses mains et éclata en sanglots. »

Destroy, bien que tout cela lui parût singulièrement étrange, ne voulut voir dans cette explosion de chagrin que l'effet de scrupules outrés. »

Peu après, Clément revint de son bureau. Accoutumé de longue date à voir les sombres tristesses de sa femme, il ne prit pas même garde à la trace de ses larmes récentes. Au surplus, il était préoccupé. D'un ton sarcastique et en termes injurieux, il déclara qu'il communiât le lendemain et conseilla à sa femme, puisque aussi bien sa faiblesse la dispensait de cette ignoble comédie, de se confesser au moins plus souvent qu'elle ne faisait. Rosalie, pour la première fois peut-être, ne cacha point son affliction de l'entendre parler avec cette irrévérence. »

« Quoi ? qu'est-ce ? fit Clément avec une colère hautaine. Les lieux

communs de l'abbé n'auraient-ils fait impression sur toi ? N'oublie pas, ajouta-t-il avec énergie effrayante, que je ne veux même pas de l'ombre d'un tiers ou d'une pensée entre nous deux ! Plutôt que d'être à la merci d'un prêtre, je préférerais subir le dernier supplice ! »

Max penchait la tête d'un air soucieux. »

« Serais-tu jaloux d'un vieillard ? » demanda Rosalie en s'efforçant de sourire. »

Loin de protester contre cette façon d'interpréter sa colère, Clément se calma tout à coup et changea brusquement de conversation. »

Il était rare qu'un jour s'écoulât sans être marqué par quelque incident nouveau. Ainsi, dans la même semaine, Destroy se trouvant auprès de Mme Thillard, légèrement indisposée :

« Il paraît, lui dit celle-ci, que votre M. Clément a été jadis commis dans notre maison ? »

« Comment l'avez-vous appris ? demanda Max curieusement. »

« Par Frédéric. »